



LE LEADER DES CENTRES D'APPELS LAISSERA T'IL SES SALARIES AU MINIMUM ????

Alors que les conflits sociaux se multiplient ces derniers mois dans les centres d'appels (Webhelp Caen, Coriolis Laval, ou Transcom, par exemple), le leader du secteur n'échappe pas à la règle. Après les mouvements de grève qui ont émaillé le second semestre 2009, des milliers de salariés de Teleperformance dans une vingtaine de sites en France ont débrayé quotidiennement depuis le 11 mars 2010, pour l'amélioration de leurs conditions de travail, des augmentations de salaire et de meilleures garanties collectives.

Bien loin de ses prétentions d'être mieux-disant socialement et d'offrir à ses 7000 salariés les « *meilleurs standards de service et d'accompagnement* », **Teleperformance a soumis à la signature des organisations syndicales le 31 mars, des projets d'accord collectifs jugés inacceptables par la CFDT, la CFTC, la CGT, FO et SUD qui ont refusé en bloc de les signer.**

Ces accords de substitution, concernant la rémunération, les classifications et le temps de travail devaient remplacer les accords des 9 filiales fusionnées en UES début 2009.

Dans l'ensemble, aucun gros contrat ne s'est arrêté en 2009 pour Teleperformance France, qui continue de développer la délocalisation dans les filiales tunisienne et marocaine du Groupe, côté à la Bourse de Paris. En France, les effectifs ont déjà baissé de près de 2000 salariés entre la fusion début 2009 et le début 2010, et ce malgré plus de 2500 embauches. 2000 emplois en moins chez Teleperformance France, et sans compter les départs « volontaires » en cours sur la société Teleperformance Centre Est ! C'est près de la moitié des salariés présents au moment de la fusion qui ont quitté l'entreprise en un an !

La charge de travail augmente, les exigences se multiplient et se durcissent, mais dans le même temps, les salariés, du simple conseiller aux cadres, n'ont aucune reconnaissance et n'auraient aujourd'hui comme perspectives que leurs avantages individuels acquis et le minimum conventionnel ?

La direction de Teleperformance, une semaine après avoir échoué dans la négociation des accords de substitution, ne s'est toujours pas exprimée, alors que, après la démission de Jean-François Guillot, le nouveau président de Teleperformance France Jean-Hervé Jenn a présenté la communication comme un des axes majeurs de sa politique. **Nous apprenons aujourd'hui, 24h à l'avance, que la direction convoque une réunion jeudi 8 avril à 14h30 pour « finaliser » des textes dont nous rejetons le fond sur un certain nombre de points (annualisation du temps de travail, prime de 13^{ème} mois sous conditions, arrêt de la subrogation, jours de carence en cas d'arrêt maladie,...).**

Nous exigeons aujourd'hui que cessent la surdité de la direction et le semblant de dialogue social. Les négociations doivent reprendre sur la base des revendications des salariés et donc des revendications des organisations syndicales !

Nous continuons ensemble à exiger de vrais accords et de vraies garanties pour nous tous !!!